



## CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

### Entre

- la Commune de LEZIGNAN-CORBIERES, représentée par Monsieur Gérard FORCADA, son Maire en exercice
- et
- la MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE, représentée par Madame Isabelle POURGINE, sa Présidente en exercice,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000

Vu le décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001

### Il a été convenu ce qui suit :

#### Préambule

Conformément aux orientations données lors des assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

A cette fin, la Commune accordera notamment une attention toute particulière à la mise en œuvre par l'Association des objectifs essentiels qui sont l'égal accès de tous aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice desdites responsabilités. A cet égard, la MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE est l'un des vecteurs principaux de l'animation et de la promotion des terroirs autour de notre Ville.

#### ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, la Maison des Jeunes et de la Culture s'engage à réaliser les programmes d'actions découlant de son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. L'association s'engage également à organiser diverses actions dans le cadre du Contrat Éducatif Local, du Contrat Temps Libre, des Estivales, du Contrat Enfance Jeunesse et dans le cadre de ses activités de Centre International de Séjour.

Réception par le préfet : 11/04/2025  
Publication : 11/04/2025

Pour sa part, la Commune s'engage sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.



## **ARTICLE 2 : Durée**

Conçue pour se dérouler sur une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'Association, un mois après la tenue de l'Assemblée Générale et au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, du compte rendu financier et du bilan. La Commune notifiera chaque année le montant de la subvention.

## **ARTICLE 3 : Modalités d'exécution**

Les modalités d'exécution de la convention seront notamment suivies et contrôlées par le Comité de Gestion associant les représentants de la Commune et les représentants de la M.J.C.

Il est bien précisé que toutes les activités organisées par l'association devront s'inscrire dans le plan de communication de la Ville et devront obligatoirement mentionner la participation de la Commune, notamment par l'apposition de son logo sur tous les vecteurs de communication.

## **ARTICLE 4 : Subventions et conditions de paiement**

La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65 du budget de la Commune. Les subventions seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Si l'association en fait la demande, une avance pourra être consentie par la Commune avant le 31 Mars de chaque année (en application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) et la subvention pourra être payée en quatre fois.

## **ARTICLE 5 : Obligations comptables**

L'Association s'engage à fournir chaque année à la Commune le compte rendu financier propre aux actions conformes à son objet social, signé par le Président, ainsi que les comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

## **ARTICLE 6 : Sanctions**

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Commune des conditions d'exécution de la convention par l'association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente convention, la Commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements ou remettre en cause le montant des subventions.

## **ARTICLE 7 : Contrôle**

L'Association s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Commune de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

## **ARTICLE 8 : Evaluation**

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, sur l'impact des actions ou des interventions s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

## **ARTICLE 9 : Renouvellement**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.

**ARTICLE 10 : Résiliation**

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Fait à Lézignan-Corbières, le

La Présidente,

Le Maire,

Isabelle POURGINE

Gérard FORCADA



## CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

### Entre

- la Commune de LEZIGNAN-CORBIERES, représentée par Monsieur Gérard FORCADA, son Maire en exercice

et

- l'Association F.C.L. XIII représentée par Messieurs Christian LAPALU, Alain FABRE, Jacques LAGUENS et Philippe ESPELUQUE, ses Présidents en exercice,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000

Vu le décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001

### Il a été convenu ce qui suit :

#### Préambule

Conformément aux orientations données lors des assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

A cette fin, la Commune accordera notamment une attention toute particulière à la mise en œuvre par l'Association des objectifs essentiels qui sont l'égal accès de tous aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice desdites responsabilités. A cet égard, l'association "F.C.L. XIII" est l'un des vecteurs principaux du développement sportif et social de la jeunesse de la Commune.

#### ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association F.C.L.XIII s'engage à réaliser les programmes d'actions découlant de son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. La Commune charge l'association F.C.L. XIII qui l'accepte, d'organiser diverses actions dans le cadre de la promotion du Rugby à Treize. Ces actions concerneront tant le sport de haut niveau que le développement et la promotion dudit sport auprès des jeunes du Pays Corbières Minervois. L'Association devra prévoir chaque année l'organisation d'un plan global de formation de la jeunesse. Ce plan devra prévoir des actions de sensibilisation et de formation avec les CFA, le Collège, l'Ecole de Rugby et la section des Jeunes du FCL.

Pour sa part, la Commune s'engage sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.

## **ARTICLE 2 : Durée**

Conçue pour se dérouler sur une durée de trois ans à compter du 1 Janvier 2025, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'Association, un mois après la tenue de l'Assemblée Générale et au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, du compte rendu financier et du bilan. La Commune notifiera chaque année le montant de la subvention.

## **ARTICLE 3 : Modalités d'exécution**

Les modalités d'exécution de la convention seront notamment suivies et contrôlées par un comité de gestion paritaire entre les dirigeants du Club et la Municipalité. Il est bien précisé que toutes les activités organisées par l'association devront s'inscrire dans le plan de communication de la Ville et devront obligatoirement mentionner la participation de la Commune, notamment par l'apposition de son logo sur tous les vecteurs de communication. Le plan de communication de l'association devra permettre la mise en valeur et la promotion de la Ville dans tous ses aspects. Il est bien précisé que le site Internet de l'association devra intégrer des informations proposées par la Commune.

## **ARTICLE 4 : Subventions et conditions de paiement**

La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65 du budget de la Commune. Les subventions seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Si l'association en fait la demande, une avance pourra être consentie par la Commune avant le 31 mars de chaque année (en application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) et la subvention pourra être payée en quatre fois.

## **ARTICLE 5 : Obligations comptables**

L'Association s'engage à fournir chaque année à la Commune le compte rendu financier propre aux actions conformes à son objet social, signé par ses Présidents, ainsi que les comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

## **ARTICLE 6 : Sanctions**

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Commune des conditions d'exécution de la convention par l'association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente convention, la Commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements ou remettre en cause le montant des subventions.

## **ARTICLE 7 : Contrôle**

L'Association s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Commune de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

## **ARTICLE 8 : Evaluation**

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, sur l'impact des actions ou des interventions s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

**ARTICLE 9 : Renouvellement**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.

**ARTICLE 10 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Fait à Lézignan-Corbières, le

Les Présidents,

Le Maire,

Christian LAPALU

Philippe ESPELUQUE

Gérard FORCADA

Jacques LAGUENS

Alain FABRE





## CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

### Entre

- la Commune de LEZIGNAN-CORBIERES, représentée par Monsieur Gérard FORCADA, son Maire en exercice
- et
- l'Association ESPACE GIBERT, représentée par Monsieur Alain SIMONET, son Président en exercice,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000

Vu le décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001

### Il a été convenu ce qui suit :

#### Préambule

Conformément aux orientations données lors des assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

A cette fin, la Commune accordera notamment une attention toute particulière à la mise en œuvre par l'Association des objectifs essentiels qui sont l'égal accès de tous aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice desdites responsabilités. A cet égard, l'association "ESPACE GIBERT" est l'un des vecteurs principaux de l'animation et de la promotion culturelle autour de notre Ville.

#### ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association ESPACE GIBERT s'engage à réaliser les programmes d'actions découlant de son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. L'Association s'engage à organiser de nombreuses manifestations et diverses expositions, concerts et spectacles et ce tout au long de l'année.

Pour sa part, la Commune s'engage sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.

## **ARTICLE 2 : Durée**

Conçue pour se dérouler sur une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'Association, un mois après la tenue de l'Assemblée Générale et au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, du compte rendu financier et du bilan. La Commune notifiera chaque année le montant de la subvention.

## **ARTICLE 3 : Modalités d'exécution**

Les modalités d'exécution de la convention seront notamment suivies et contrôlées par les représentants de la Commune chargés de l'animation.

Il est bien précisé que toutes les activités organisées par l'association devront s'inscrire dans le plan de communication de la Ville et devront obligatoirement mentionner la participation de la Commune, notamment par l'apposition de son logo sur tous les vecteurs de communication.

## **ARTICLE 4 : Subventions et conditions de paiement**

La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65 du budget de la Commune. Les subventions seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Si l'association en fait la demande, une avance pourra être consentie par la Commune avant le 31 Mars de chaque année (en application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) et la subvention pourra être payée en quatre fois.

## **ARTICLE 5 : Obligations comptables**

L'Association s'engage à fournir chaque année à la Commune le compte rendu financier propre aux actions conformes à son objet social, signé par le Président, ainsi que les comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

## **ARTICLE 6 : Sanctions**

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Commune des conditions d'exécution de la convention par l'association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente convention, la Commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements ou remettre en cause le montant des subventions.

## **ARTICLE 7 : Contrôle**

L'Association s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Commune de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

## **ARTICLE 8 : Evaluation**

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, sur l'impact des actions ou des interventions s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

## **ARTICLE 9 : Renouvellement**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.



**ARTICLE 10 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Fait à Lézignan-Corbières, le

Le Président,

Le Maire,

Alain SIMONET

Gérard FORCADA



## CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

### Entre

- la Commune de LEZIGNAN-CORBIERES, représentée par Monsieur Gérard FORCADA, son Maire en exercice

et

- l'association PROM'AUDE, représentée par Monsieur Xavier DE VOLONTAT, son Président en exercice,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000

Vu le décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001

### Il a été convenu ce qui suit :

#### Préambule

Conformément aux orientations données lors des assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

A cette fin, la Commune accordera notamment une attention toute particulière à la mise en œuvre par l'Association des objectifs essentiels qui sont la mise en avant des savoir-faire et des spécialités de notre terroir. A cet égard, l'association PROM'AUDE est l'un des vecteurs principaux de l'animation et de la promotion des terroirs autour de notre Ville.

#### ARTICLE 1 : Objet

Par la présente convention, l'association PROM'AUDE s'engage à réaliser les programmes d'actions découlant de son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. L'association s'engage notamment à organiser un ensemble de manifestations destinées à la défense de notre patrimoine vivant.

Pour sa part, la Commune s'engage sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.

## **ARTICLE 2 : Durée**

Conçue pour se dérouler sur une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'Association, un mois après la tenue de l'Assemblée Générale et au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, du compte rendu financier et du bilan. La Commune notifiera chaque année le montant de la subvention.

## **ARTICLE 3 : Modalités d'exécution**

Les modalités d'exécution de la convention seront notamment suivies et contrôlées par le Comité de Gestion associant les représentants de la Commune et les représentants de l'association PROM'AUDE.

Il est bien précisé que toutes les activités organisées par l'association devront s'inscrire dans le plan de communication de la Ville et devront obligatoirement mentionner la participation de la Commune, notamment par l'apposition de son logo sur tous les vecteurs de communication.

## **ARTICLE 4 : Subventions et conditions de paiement**

La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65 du budget de la Commune. Les subventions seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Si l'association en fait la demande, une avance pourra être consentie par la Commune avant le 31 Mars de chaque année (en application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) et la subvention pourra être payée en quatre fois.

## **ARTICLE 5 : Obligations comptables**

L'Association s'engage à fournir chaque année à la Commune le compte rendu financier propre aux actions conformes à son objet social, signé par le Président, ainsi que les comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

## **ARTICLE 6 : Sanctions**

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Commune des conditions d'exécution de la convention par l'association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente convention, la Commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements ou remettre en cause le montant des subventions.

## **ARTICLE 7 : Contrôle**

L'Association s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Commune de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

## **ARTICLE 8 : Evaluation**

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, sur l'impact des actions ou des interventions s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

## **ARTICLE 9 : Renouvellement**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.

**ARTICLE 10 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Fait à Lézignan-Corbières, le

Le Président,

Le Maire,

Xavier DE VOLONTAT

Gérard FORCADA